

<http://gec.venissieux.org/Privatisation-de-la-Poste-en-enjeu>



Votation citoyenne contre la privatisation de la Poste

Privatisation de la Poste : un enjeu de société que nous refusons !

- Interventions -



Date de mise en ligne : mercredi 30 septembre 2009

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits réservés

Les élus communistes et apparentés se sont rassemblés autour de Michèle Picard lundi 28 septembre devant la Poste du Centre de Vénissieux. Elle présenta la votation citoyenne contre la privatisation de la Poste qui se déroulera samedi 3 octobre.

Nous ne devons pas, nous ne pouvons pas céder sur ce projet de loi. La Poste doit rester un établissement. La Poste doit rester la propriété de tous les Français. Il faut dire Non à la dérive anglo-saxonne des directives européennes, de Barroso et consorts. Non à un capitalisme destructeur qui a précipité les salariés, la population et l'ensemble des pays de la planète dans une crise sans précédent. Il faut dire Non, une bonne fois pour toutes, au démantèlement, à la casse systématique des services publics orchestrée par Nicolas Sarkozy. Depuis 20 ans, trop de compromissions se sont transformées en soumissions, en résignations. Il est grand temps de se lever ! Les privatisations ont tout emporté sur leur passage, pulvérisé l'héritage des grandes réformes progressistes du CNR. La population les paye et n'a pas fini de les payer au prix fort : augmentation tarifaire, dégradations de la qualité des services, suppression massive d'emplois, des salariés mis en concurrence, des zones rurales et banlieues des grands agglomérations laissées en jachère, rayées de la carte, purement et simplement. Nous avons une occasion unique de dire Non au dépeçage du socle républicain. Une opportunité de nous réveiller, de nous exprimer, d'alerter tous les citoyens, de les informer sur les conséquences d'une privatisation programmée de la Poste, d'interpeller haut et fort le gouvernement : la privatisation de la Poste ne passera pas. Du mercredi 30 septembre au samedi 3 octobre à Vénissieux, les forces progressistes, syndicales, les élus de la majorité se mobilisent en organisant un référendum pour s'opposer à la privatisation de la Poste et défendre ses salariés. Des points-rencontres sur les marchés de la ville et une consultation populaire le samedi 3 octobre dans six lieux de vote différents sont à la disposition de tous les citoyens et citoyennes. L'enjeu est de taille car il s'agit, sous couvert de déréglementation, d'un choix de société d'une extrême gravité. Il s'agit aussi, je l'affirme, d'un mensonge d'Etat éhonté. Quand Christine Lagarde, ministre de l'économie, dit que le passage de la Poste en société anonyme ne signifie pas privatisation, c'est faux. Souvenez-vous de la déclaration de Nicolas Sarkozy à la tribune de l'Assemblée Nationale à propos de GDF en 2004 : je le cite : « Même en cas d'augmentation de capital, l'Etat ne pourra pas descendre en dessous de 70% ! » Depuis, Gaz de France a fusionné avec Suez et la part de l'Etat dans le capital est de... 35 % ! Nous sommes dans le même registre, celui du boniment et de l'arrogance. Mais pour qui l'Elysée prend les Français ? Je reprendrai juste le calendrier et la chronologie de ce qui s'est passé à France Télécom pour nous rafraîchir la mémoire :

- 1996 Transformation en SA !
- 1997 Ouverture du capital !
- 2000 Acquisition d'Orange !
- 2004 Privatisation ! Nous avons sous les yeux l'exemple à ne pas suivre, celui qui attend la Poste si nous ne réagissons pas. La communication gouvernementale, on la connaît déjà : il faut préparer l'établissement public à la concurrence européenne ; la privatisation va profiter aux usagers ; le coût des services va baisser, etc... De France Télécom à GDF, on sait que cet argumentaire est mensonger : chaque citoyen devient un client lambda, la notion de qualité de service disparaît, les tarifs partent à la hausse, les bureaux « les moins rentables » fusionnent, puis ferment les uns après les autres. Nous ne sommes plus dans des espaces de service public, nous sommes alors dans des zones de chalandise ! Oui, l'enjeu est de taille et nous pouvons faire reculer Fillon et consorts. Car La Poste n'est pas seulement un établissement public, c'est le trait d'union de la continuité territoriale, c'est le socle social, un maillon essentiel de notre pays dans l'aménagement du territoire, dans le lien humain, auprès des personnes isolées, fragilisées par la crise actuelle. C'est le lieu où les gens modestes viennent retirer leurs mandats, c'est le lieu où les personnes âgées, dans des zones rurales déjà désertées, trouvent un peu de chaleur humaine pour répondre à leurs attentes. Oui, l'enjeu est de taille car la privatisation de la Poste porte en elle les germes de la dégradation des conditions de travail pour les salariés. A France Télécom, privatisée en 2004, les employés subissent les effets de la logique financière. 23 suicides en 20 mois, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Suppression massive d'emplois, externalisation du savoir-faire, harcèlement

par la terreur, management inhumain, mobilité forcée, mise sous statut privé de la moitié du personnel. Les témoignages sont accablants, les salariés des pions, le lien social détruit. C'est ce que le président de France Télécom, Didier Lombard, a appelé « LA MODE du suicide », le 15 septembre dernier. Cette mode-là, comme il l'a dit, nous n'en voulons pas pour les salariés de la Poste. Il ne leur faut pas une épée de Damoclès au dessus de la tête, mais du temps pour améliorer la qualité d'écoute. Depuis 2002, 6 000 bureaux de poste sur 17 000 ont déjà été transformés en « partenariats » et plus de 50 000 emplois ont été supprimés ! La casse doit cesser. Mettons en place des recrutements cohérents afin de réduire les temps d'attente, mieux cadencer les tournées, faire diminuer les délais de livraison du courrier, renforcer la continuité territoriale. Ne touchez pas aux services publics de proximité, aux services publics de qualité au service de tous les citoyens, de tous les Vénissiens ! La Poste a besoin de nous, nous avons besoin de la Poste. Ne démissionnons pas, ne lâchons pas. Ce combat, qui ne fait que commencer, peut être gagné. L'issue ne dépend que de nous, de notre mobilisation, de nos votes organisés un peu partout dans les villes et villages de France. Car ce projet-là, oui ce projet-là ne peut pas passer comme une lettre à la poste ! Je vous remercie.